



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 11 JAN 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

de la société SATURNIC

de respecter les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 réglementant ses installations situées ZI de la Grèze à VALREAS (84600)

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-5 et L. 171-8 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant la Société Saturnic à exploiter une plate-forme de transit de déchets amiantés à VALREAS ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le rapport du 7 décembre 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la Société SATURNIC ne respectent pas les dispositions de l'arrêté préfectoral susnommé, en ce qui concerne les conditions particulières applicables aux installations de transit de déchets dangereux et notamment l'article 8.1.2 ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles de fonctionnement des installations sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société SATURNIC de respecter les dispositions mentionnées ci-dessus ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse ;

APRÈS communication du rapport de l'inspection des installations classées le 7 décembre 2018 à la société SATURNIC ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La société SATURNIC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 réglementant ses installations, **dans le délai de un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Pour ce faire, l'exploitant devra procéder à l'évacuation de la partie des déchets située sur les aires non couvertes vers des filières adaptées dûment autorisées.

Le reste des déchets, dont la quantité cumulée doit être limitée à 80 tonnes, sera entreposée dans les aires dédiées au transit. L'exploitant devra impérativement pouvoir identifier chaque lot et fournir les informations requises pour son inscription dans le registre des déchets entrants.

ARTICLE 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société Saturnic.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Valréas, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.


Le Préfet,
Bertrand GAIJME

